

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 11/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BORALEX -FERME EOLIENNE DES EVITS ET JOSAPHATS**

18, rue du Général Mouton-Duvernét  
CS 43858  
69003 Lyon

Références : IC250552  
Code AIOT : 0010011668

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2025 dans l'établissement BORALEX -FERME EOLIENNE DES EVITS ET JOSAPHATS implanté 28150 Louville la chenard 28150 Louville-la-Chenard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre de l'action régionale "biodiversité", l'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection inopinée du parc éolien des Evits et Josaphat.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BORALEX -FERME EOLIENNE DES EVITS ET JOSAPHATS
- 28150 Louville la chenard 28150 Louville-la-Chenard
- Code AIOT : 0010011668

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Situé sur la commune de Louville-la-Chenard, le parc a été mis en fonctionnement en 2009, puis a fait l'objet d'un repowering fonctionnel depuis fin 2022. Le parc éolien comprend 6 éoliennes de type N117 (Nordex de 117 mètres de rotor) d'une puissance unitaire nominale de 3,45 MW.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 12/08/2025, article R. 512-69	Sans objet
5	Mise en œuvre du bridage	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.4.2	Sans objet
6	Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.4.2	Sans objet
7	Balisage lumineux de nuit	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5	Sans objet
8	Synchronisation du balisage lumineux	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2	Sans objet
9	Panneau de prescriptions pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débiter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débiter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.  Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.  Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]
<b>Constats :</b>  Par courriel du 02/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport du 18/04/2025 relatif au suivi environnemental réalisé pour le parc en 2024.  Le prochain suivi est programmé en 2026 afin d'évaluer l'efficacité des mesures correctives mises en place en 2025.  <u><b>Constat : Pas d'écart constaté.</b></u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Recommandations du bureau d'études
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débiter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et

continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

#### **Constats :**

Les conclusions du rapport du 18/04/2025 relatives au suivi environnemental du parc éolien des Evits et Josaphat réalisé en 2024 indiquent que : *" Des mesures de préconisations telles que la pose de nichoirs est en cours. Nous recommandons également un suivi de la densité des passereaux (Bruant proyer) à l'aide de l'outil EOLPOP. L'extension du bridage sur la période de juin à octobre, outre être favorable aux chiroptères, peut possiblement avoir un impact positif sur la mortalité brute des oiseaux [...]. Le suivi conduit en 2024 a ainsi permis d'observer que le bridage proposé en 2023 n'était pas à l'épreuve des variations interannuelles de l'activité des chiroptères. Ce suivi a donc permis de proposer un nouveau bridage qui devrait s'avérer plus robuste, ce qui devra être surveillé via la reconduction d'un suivi des chiroptères en altitude".*

En réponse aux recommandations du bureau d'études, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées les bons d'achat n°4500044088 (suivi des busards pour les années 2025 et 2026) et n°4500048714 (suivi des passereaux pour 2025).

Le plan de bridage mis en place en 2022 a été intégré aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/07/2019, et fait l'objet du point de contrôle n°5. Il a été étendu sur les mois de juin et juillet pour répondre aux préconisations du bureau d'études.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Données brutes

#### **Prescription contrôlée :**

[...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles

doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.  
[...]

**Constats :**

Par courriel du 02/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le certificat de dépôt des données brutes collectées dans l'outil de téléservice de "dépôt légal de données de biodiversité" en date du 30/04/2025.

Constat : Pas d'écart constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Mortalité espèce protégée**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 12/08/2025, article R. 512-69

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rapports accidents/incidents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le rapport du 18/04/2025 relatif au suivi environnemental de 2024 mentionne la découverte de 16 cadavres :

Espèce	Nombre d'individu
Bergeronnette grise	2
Bruant proyer	1
Faisan de Colchide	3
Faucon crécerelle	1

Goéland leucophée	2
Linotte mélodieuse	1
Perdrix grise	2
Pigeon ramier	2
Pouillot véloce	1
Pipistrelle de Nathusius	1

Concernant les oiseaux retrouvés aux pieds des éoliennes en 2024, 2 espèces menacées sont inscrites sur une liste rouge locale, régionale ou nationale :

- la Linotte mélodieuse est classée « vulnérable » sur la liste rouge des oiseaux nicheurs de France et « quasi-menacée » sur la liste rouge des oiseaux nicheurs en région Centre-Val de Loire ;
- le Goéland leucophée est classé « vulnérable » sur la liste rouge régionale des oiseaux nicheurs.

Pour rappel, dans le cadre du suivi environnemental et à tout moment de la vie de l'installation, une mortalité d'espèce menacée (en danger critique, en danger ou vulnérable sur une liste rouge locale, régionale ou nationale) ou une mortalité importante/massive d'une même espèce protégée sont considérés comme des incidents au titre de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement.

Par conséquent, pour le site de la Ferme éolienne des Evits et Josaphat, l'exploitant a déclaré 3 incidents en 2024 (06/06/2024 : Linotte mélodieuse, 18/07/2024 et 01/08/2024 : Goéland leucophée). Ces rapports ont été envoyés rapidement à l'unité départementale de la DREAL après la découverte de ces cadavres.

A noter que lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un cadavre de Faucon crécerelle au pied de l'éolienne EEJ6.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Mise en œuvre du bridage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect du bridage chiroptère/avifaune

**Prescription contrôlée :**

[...] Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs dès la mise en service industrielle du parc,

intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Ce plan sera effectif du 1er août au 31 octobre inclus pour des vitesses de vent inférieures à 6 m/s à hauteur de nacelle, des températures supérieures à 10 °C et sur des nuits entières (du coucher au lever du soleil). Ces mesures seront donc couplées à des enregistrements des paramètres météorologiques (pluviométrie, vitesse du vent, température). La mise en place effective du plan de fonctionnement, et des périodes de bridage des machines associées, doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées. Toute modification de ce plan de fonctionnement réduit devra faire l'objet de la demande prévue à l'article R. 181-45 du code de l'environnement [...].

**Constats :**

D'après l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/07/2019 (article 4.2), les éoliennes doivent être arrêtées en période nocturne (du coucher au lever du soleil), en cas de vitesses de vents inférieurs à 6m/s et de températures supérieures à 10°C, entre le 1<sup>er</sup> août et le 31 octobre. Cependant, il ressort des conclusions du rapport du 18/04/2025 relatif au suivi environnemental de 2024 que : "Ces paramètres couvraient une part satisfaisante de l'activité des chiroptères en 2023, mais en 2024, elle apparait trop basse, ne couvrant que 60% de l'activité totale des chiroptères. Une extension du bridage à la période estivale est proposée".

L'exploitant indique donc dans sa note technique du 01/09/2025 avoir appliqué pour l'ensemble des éoliennes du parc les paramètres suivants depuis le 01/06/2025 :

Période	Du 1 <sup>er</sup> au 30 juin	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 octobre
Vitesse de vent nacelle (m/s)	< 5 m/s	< 6 m/s
Température ambiante nacelle (°C)	> 12°C	> 12°C
Heures de nuit	Du coucher jusqu'au lever du soleil	Du coucher jusqu'au lever du soleil

Sur le terrain, le 12/08/2025 à 21 h 30, l'inspection des installations classées constate l'arrêt des éoliennes. Par courriel du 04/09/2025, l'exploitant a transmis les justificatifs de mise en application du plan de bridage. Aux date et heure de visite susmentionnées, l'inspection des installations classées observe que le bridage mis en place pour l'ensemble des éoliennes est cohérent avec les paramètres météorologiques enregistrés (vitesse du vent se situant entre 2,28 m/s et 4,54 m/s donc inférieure à 6m/s et température entre 31,14°C et 31,47°C donc supérieure à 12°C).

Dans sa note technique du 01/09/2025, l'exploitant précise par ailleurs que : "L'année 2025 a été



marquée par un changement dans la gestion du bridage, avec le développement et la mise en place d'un nouvel outil interne par Boralex [...]. Bien que cette transition représente une avancée positive en termes de flexibilité et de maîtrise opérationnelle, les débuts de la période de bridage ont été plus complexes. Des ajustements techniques ont été nécessaires, entraînant quelques non-conformités ponctuelles. Ces difficultés initiales ont permis d'identifier des axes d'amélioration et de renforcer la robustesse du nouvel outil, qui est désormais pleinement opérationnel".

Compte-tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées considère que la nouvelle proposition de plan de bridage devra faire l'objet d'un nouveau suivi en 2026 afin d'évaluer sa pertinence et son efficacité. Au regard des résultats obtenus, l'inspection des installations classées proposera ultérieurement un arrêté préfectoral complémentaire encadrant les nouvelles modalités de bridage.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il est tenu de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 octobre 2022. Ainsi, s'il n'est pas en mesure de mettre en application le bridage prescrit, il doit, par mesure de précaution et dans l'attente de la résolution du problème, procéder à l'arrêt du parc sur les horaires de bridage prescrits.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plantation de végétaux

**Prescription contrôlée :**

[...] Les opérations de transplantation des végétaux sont privilégiées au défrichement. Tout défrichement devra se concentrer en priorité sur la végétation jeune, afin de préserver les arbres les plus mûres servant d'habitats aux espèces sensibles. Ce défrichement est compensé par la plantation d'un nombre équivalent de nouveaux arbres isolés et de linéaires de haies, de même essence, destinés à palier la perte d'habitat. Ces espaces sont créés à une distance suffisante de l'emprise des aérogénérateurs pour ne pas favoriser la prolifération d'avifaune et de chiroptères au voisinage direct des machines.

En particulier, les 57 mètres linéaires qui seront détruits devront être replantés par 130 mètres linéaires sur des parcelles communales [...].

**Constats :**

Rappel du constat du 07/11/2023 : *Aucun élément ne permet de justifier la mesure de compensation liée au défrichement de haies.*

**Visite d'inspection du 12/08/2025**

Par courriel du 17/08/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des

éléments justificatifs sur la replantation de haies qui mentionnent que :

- 6 haies ont été replantées pour une longueur totale de 306 mètres linéaires ;
- ces haies ont été replantées conformément aux mètres linéaires prévus sur les parc des Evits et Josaphat et Remise de Réclainville cumulés (total cumul de 300 mètres linéaires attendus) ;
- chaque haie est numérotée et associée à un dossier photo permettant de justifier la plantation avec des photos datant de la phase de chantier et des photos datant d'août 2024.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Balisage lumineux de nuit

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Balisage lumineux

**Prescription contrôlée :**

Chaque éolienne est dotée d'un balisage lumineux nocturne assuré par des feux d'obstacle de moyenne intensité de type B (feux à éclats rouges de 2 000 cd). Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).

Des feux de moyenne intensité, dits " à faisceaux modifiés ", peuvent être utilisés en lieu et place des feux de moyenne intensité de type B. Ces feux MI à faisceaux modifiés sont des feux rouges à éclats utilisables pour le balisage de nuit, dont l'intensité effective à 4° de site au-dessus du plan horizontal est de 2 000 cd et qui respectent la répartition lumineuse décrite dans le tableau ci-après : [...]

**Constats :**

Sur le terrain, à 21 h 30, l'inspection des installations classées constate que le balisage lumineux du parc éolien est assuré par des feux à éclats rouges implanté sur l'ensemble des éoliennes du parc. Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Synchronisation du balisage lumineux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Balisage lumineux

**Prescription contrôlée :**

Les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes sont synchronisés. Les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms. [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 12/08/2025 à 21 h 30, il est constaté que le balisage lumineux des éoliennes du parc est synchronisé.</p> <p><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Panneau de prescriptions pour les tiers**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Panneau de prescriptions pour les tiers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de l'éolienne EEJ6 (échantillonnage), l'inspection des installations classées constate que le panneau comportant les prescriptions à observer par les tiers est correctement implanté sur le chemin d'accès de l'aérogénérateur.</p> <p><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>